

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 18/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARPI MINERAL FRANCE (ISDND)

Ecopôle des grands moulins
21270 DRAMBON

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0005401112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2022 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE (ISDND) implanté Ecopôle des grands moulins 21270 DRAMBON. L'inspection a été annoncée le 21/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARPI MINERAL FRANCE (ISDND)
- Ecopôle des grands moulins 21270 DRAMBON
- Code AIOT : 0005401112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société SARPI MINERAL FRANCE exploite sur le site plusieurs installations classées dont en particulier une Installation de stockage de Déchets non Dangereux (ISDND) et une Installation de stockage de Déchets Dangereux (ISDD) sur l'écopôle de la commune de Drambon.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- ouverture de casier

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisme tiers de contrôle	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.3.1	/	Sans objet
2	Programme de contrôles	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.3.2	/	Sans objet
3	Barrière de sécurité passive (casier DND)	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4	/	Sans objet
4	Barrière de sécurité passive (casier DND)	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4	/	Sans objet
5	Barrière de sécurité passive (casier DND)	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4	/	Sans objet
6	Barrière de sécurité passive (casier DND)	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4	/	Sans objet
7	Barrière de sécurité passive (casier DND)	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4	/	Sans objet
8	Barrière de sécurité active (casier DND)	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.3 et 8.1.3.3	/	Sans objet
9	Dispositif de drainage (casier DND)	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.4 et 8.1.3.3	/	Sans objet
10	Indépendance hydraulique (casier DND)	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.2	/	Sans objet
12	Captage à l'avancement du biogaz (casier DND)	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.3.3.1	/	Sans objet
13	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 7.5.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a procédé à la vérification documentaire des divers contrôles, menés par l'organisme tiers, relatifs aux travaux réalisés pour la construction du casier K2Hb de l'ISDND. Elle n'émet pas d'observation à l'issue de cet examen.

Cet examen a été complété par une visite du site le 18 novembre 2022, qui n'a pas révélé d'incohérence entre les constats visuels réalisés et les éléments examinés dans le dossier. Sur la base des éléments communiqués par l'exploitant et de la visite de terrain, l'Inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité faisant obstacle à la mise en service du casier K2Hb et donc à l'admission des déchets dans celui-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisme tiers de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Désignation de l'organisme tiers de contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant pour la réalisation des divers contrôles prévus aux articles suivants. L'organisme retenu fait l'objet au préalable d'une approbation par l'Inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Par courrier électronique du 30 janvier 2020, l'exploitant a transmis pour avis à l'inspection le programme d'échantillonnage et d'analyse de la Barrière de sécurité Passive (BSP) des casiers K2Ga à casier K2Hb. A travers ce programme prévisionnel, l'exploitant précise également l'organisme tiers retenu (société D.C.S). Le programme comporte notamment : - le nombre d'essais prévu sur le substratum en place ; - les caractéristiques des planches d'essais et la nature des contrôles de perméabilité ; - la nature des contrôles opérés sur la couche de la BSP reconstituée et les normes associées.</p> <p>S'agissant de l'organisme tiers indépendant qui intervient depuis plusieurs années sur le site, qu'il n'est ni maître d'ouvrage, ni maître d'œuvre, l'inspection n'a pas de remarque à formuler sur ce choix.</p> <p>Cette inspection concerne le casier K2Hb.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Programme de contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Programme d'échantillonnage et d'analyse de la BSP (ISDND ou amiante)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme, réalisé selon les normes en vigueur, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant, énoncé à l'article 8.1.3.1, sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du prochain casier. En cas de modification du contenu de ce programme, l'exploitant transmet le programme modifié à l'Inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné. Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'Inspection des installations classées.
Constats : Par courrier électronique du 30 janvier 2020, l'inspection a précisé ne pas avoir de remarques particulières sur le contenu du programme. Pour le casier K2Hb, l'ensemble du programme prévu a été mis en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Barrière de sécurité passive (casier DND)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Substratum naturel (fond) : couche de 5 m de perméabilité $k \leq 1.10^{-6}$ m/s
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive ». Le fond du casier présente une première couche de perméabilité $k \leq 1.10^{-6}$ m/s sur au moins 5 m d'épaisseur.
Constats : Le casier K2Hb présente une surface de 4098 m ² , fond de forme. Le contrôle de la perméabilité du substratum a été réalisé par l'intermédiaire de 10 forages disposés en 2 flûtes de pan. Les essais ont été réalisés suivant le mode opératoire G2DC, en conformité avec la norme NF X 30-424 (essais en forage à charge constante) aux points haut et bas du casier. Chaque couche de 1 m jusqu'aux 5 mètres a été testée. L'organisme conclut que le substratum du casier K2Hb est constitué d'au moins 5 mètres dont le coefficient de perméabilité k est inférieur à 1.10-6 m/s
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Barrière de sécurité passive (casier DND)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Planche d'essai (couche d'1 m reconstituée) : fond ou flanc
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si lors de l'aménagement des casiers, il s'avère que le terrain naturel ne répond pas aux objectifs de perméabilité de la BSP, l'exploitant propose une solution alternative (complément, renforcement ou remaniement du terrain naturel afin d'obtenir une protection équivalente) et démontre l'équivalence de celle-ci. Quelle que soit l'option retenue, l'épaisseur de la BSP reconstituée, remaniée ou complétée ne doit pas être inférieure à 1 m pour le fond de forme et à 0,5 m pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond.
Constats : La planche d'essais a été réalisée les 20 et 21 juin 2022. La planche d'essai a été réalisée au fond du casier, les matériaux destinés à constituer la barrière passive proviennent du terrassement et sont déposés en fond de terrassement en une couche de 40 cm foisonnée. Il s'agit de limon sablo argileux, malaxé et humidifié avant terrassement. L'objectif a consisté à définir les conditions de mise en œuvre de ces matériaux pour obtenir une perméabilité $k \leq 1.10^{-9}$ m/s. La planche d'essai a été réalisée sur une surface d'environ 8 m de large et de 20 m utile de long ; elle a été exécutée en 1 seule couche, avec une épaisseur finale de 35 cm environ. La couche est scindée en trois bandes avec chevauchement. Plusieurs tableaux retranscrivent les paramètres de suivi du compactage (profondeur, teneur en eau, densité, type de vibrations). L'organisme a ensuite procédé à des contrôles de perméabilité sur 70 cm de fond et 35 cm de sol remanié. 3 essais en mini forage type G2DC (selon la norme NF X30-424) et 3 essais de perméabilité au simple anneau fermé (selon la norme NF X30-420) ont été réalisés sur la planche. Les essais de la planche présentent un coefficient de perméabilité $k < 1.10^{-9}$ m/s. Le relevé topographique (avant et après la réalisation de la BSP) permet de confirmer une épaisseur minimale de 1 mètre de la couche reconstituée de la BSP sur le fond du casier et sur les flancs. Les caractéristiques du casier K2Hb sont : - côte du fond de forme : comprise entre 189,18 m NGF et 186,39 m NGF ; - pente minimale de 1,86% (Nord-Est) et 1,53 % (Sud- Est)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Barrière de sécurité passive (casier DND)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Couche d'1 m (fond) de perméabilité $k \leq 1.10-9$ m/s
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive ». Le fond du casier présente une deuxième couche de perméabilité $k \leq 1.10-9$ m/s sur au moins 1 m d'épaisseur.
Constats : Les essais de perméabilité pour le contrôle de la barrière de sécurité passive du casier K2Hb ont consisté en : <ul style="list-style-type: none">• 20 essais de perméabilité en mini forage type G2DC (norme NF X 30-424) ;• 16 essais de perméabilité au simple anneau fermé (norme NF X 30-420). Tous présentent une perméabilité inférieure à 1.10-9 m/s pour un mètre d'épaisseur. Un PV de la BSP a été établi avant la mise en œuvre de la BSA le 27 juillet 2022 entre le maître d'ouvrage (Sarpil Mineral France), le maître d'œuvre de la BSP et le maître d'œuvre de la BSA. La réception est prononcée sans réserve.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Barrière de sécurité passive (casier DND)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Couche d'1 m (flanc) de perméabilité $k \leq 1.10-9$ m/s
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive ». Le flanc du casier présente une couche de perméabilité $k \leq 1.10-9$ m/s sur au moins 1 m d'épaisseur. L'épaisseur de la BSP sur le flanc de chaque casier doit être effective sur la totalité de l'encaissement après la prise en compte de tous les travaux d'aménagement. Les flancs de chaque casier sont constitués de talus de pente en 2H/1V.
Constats : Les diguettes de séparation avec le casier K2Ha, les casiers K2Ia et K2Ib et l'ancien casier K2B présentent les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- pente de 2H/1V ;- banquette de 2 m ;- hauteur d'environ 2 mètres prise perpendiculairement par rapport au fond de forme ;- perméabilité inférieure à 1.10-9 m/s . (réalisation de huit essais pour vérifier cette perméabilité sur une épaisseur d'un mètre).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Barrière de sécurité passive (casier DND)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.1 et 8.1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité de la digue sur laquelle repose le(s) flanc(s) du casier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. La stabilité de l'ensemble de la zone à exploiter est assurée par une digue périphérique constituée des flancs extérieurs de chaque casier et de remblais compactés.
Constats : Une étude de stabilité a été faite sur les deux digues extérieures (digue de fermeture côté Est et digue de l'alvéole K2B (2004)). Les calculs ont été faits avant placage de l'argile de la BSP et après placage d'argile de la BSP d'une épaisseur d'un mètre. L'organisme conclut à la stabilité des talus des digues du casier K2Hb à court, moyen, et long terme (FS > 1,6).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Barrière de sécurité active (casier DND)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.3 et 8.1.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place de la BSA et contrôles des soudures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur le fond et les flancs de chaque casier (à l'exception d'Am3 et Am4), est mis en place un dispositif complémentaire qui assure l'étanchéité du casier, contribue au drainage et à la collecte des lixiviats et évite ainsi la sollicitation de la BSP. Ce dispositif est appelé « barrière de sécurité active ». L'étanchéité de la BSA est constituée, du bas vers le haut, par :
1) fond du casier : a) une géomembrane PEHD de 2 mm d'épaisseur (y compris sur les diguettes de séparation) ; b) d'un géotextile de protection contre le poinçonnement (y compris sur les diguettes de séparation) ; c) d'un dispositif de drainage dont les caractéristiques sont fixées à l'article 8.1.2.4 du présent arrêté ;
2) flanc du casier (chaque élément est ancré au sommet du flanc) : a) une géomembrane PEHD de 2 mm d'épaisseur ; b) un géocomposite de drainage ; c) un géotextile de protection contre le poinçonnement.
La géomembrane est résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Elle est immédiatement mise en place dès la fin de préparation du casier et ne doit pas être considérée comme un élément intervenant dans la stabilisation des pentes naturelles ou artificielles sur lesquelles elle est mise en place.
Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Sa mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets.

<p>Le géotextile est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Le géocomposite de drainage facilite le cheminement des lixiviats vers le drainage de fond.</p>
<p>Constats : La pose de la géomembrane a été réalisée par la société Eurovia Bourgogne. L'exploitant a transmis la certification ASQUAL de cette société ainsi que des opérateurs ayant réalisé la pose.</p> <p>La BSA est constituée :</p> <p>Sur le talus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un géotextile anti-poinçonnement ; - d'un géo-drain ; - d'une géomembrane en PEHD de 2 mm. <p>Sur le fond :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une couche de drainage d'épaisseur minimale de 50 cm ; - d'un géotextile anti-poinçonnement ; - d'une géomembrane en PEHD de 2 mm. <p>Les certificats de qualité des géomembrane, géocomposite et géotextile ont été transmis.</p> <p>L'organisme tiers a procédé aux contrôles suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • conditions de stockage sur site de la géomembrane ; • contrôle visuel de la pose et de l'ancrage ; • essais de traction, cisaillement et pelage d'échantillon de la géomembrane ; • contrôle de la certification ASQUAL des poseurs ; • contrôles destructifs de toutes les soudures et contrôles non destructifs (cordons d'extrusion, joints en T, pièces apportées). Lors de ces essais, des non-conformités ont été observées : <ul style="list-style-type: none"> • Fuites au niveau du bouchon lors de la mise en pression du canal central de la double soudure 1.1a/α ; • Fuites au niveau du bouchon lors de la mise en pression du canal central de la double soudure 5.7/6.1 ; <p>Les soudures non-conformes ont fait l'objet de reprises (extrusion localisée sur la zone de rupture). Un second contrôle a permis de valider leur conformité, après reprise</p> <p>L'organisme tiers conclut à la conformité de la barrière active.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Dispositif de drainage (casier DND)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.4 et 8.1.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de drainage, collecte, stockage et traitement des lixiviats</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au-dessus du géotextile de protection, l'exploitant met en place un dispositif de drainage constitué du bas vers le haut :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) d'un réseau de drainage de fond comprenant un ou plusieurs drains par casier et permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal ; b) d'une couche drainante, d'une épaisseur minimale de 50 cm et présentant une perméabilité $k > 10^{-4}$ m/s ou tout autre dispositif équivalent. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

L'ensemble du dispositif de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 cm au-dessus de la géomembrane de la barrière active, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Les lixiviats collectés au point bas des autres casiers sont pompés jusqu'au collecteur principal dédié à chaque casier, via une canalisation pleine positionnée en périphérie du casier. Depuis le collecteur principal de chaque casier, les lixiviats sont repris par des pompes immergées, munies d'un flotteur déclenchant automatiquement le pompage lorsque le niveau de lixiviats atteint une valeur seuil. Les pompes sont reliées à un réseau de tuyaux menant les lixiviats vers les bassins de stockage listés à l'article 4.2.6.2 du présent arrêté. Le réseau de drainage de fond de casier est conçu dans le but de permettre la vidéo-inspection et l'entretien.

Constats : La couche de drainage des lixiviats est constituée de matériaux issus d'une carrière locale.

L'organisme tiers a procédé à des essais de perméabilité réalisés en laboratoire sur ces matériaux (perméabilité $k > 1.10^{-4}$ m/s) ainsi qu'au contrôle de l'épaisseur de la couche de drainage (les mesures justifient d'une épaisseur ≥ 50 cm).

Le niveau des lixiviats peut être contrôlé par un puits situé dans le casier monté verticalement à l'avancement de l'installation, ou par un tuyau qui relie le point bas du casier jusque la digue.

Les drains sont placés en fonction de la pente du casier. Ils permettent le drainage des lixiviats jusqu'au puits localisé au point bas du casier.

Les lixiviats sont ensuite pompés, puis acheminés à travers le casier K2Ha puis via une canalisation jusqu'au bassin BLK2c (déjà existant), présentant un volume de 8000 m³.

Les pompes disposent d'un mode automatique déclenchant automatiquement le pompage et d'un mode manuel.

L'exploitant privilégie le relevé hebdomadaire des niveaux par un opérateur dédié et la mise en pompage manuel.

Le bassin est aménagé conformément aux dispositions prévues à l'article 4.2.6.1 (étanchéité, bouée, clôture, etc). Les lixiviats collectés sont traités in-situ (unité Biovalix).

L'organisme tiers a contrôlé la présence des drains, du puits de collecte, du collecteur plein, de la pompe et des canalisations acheminant les lixiviats jusqu'au casier K2Ha et au bassin BLK2c.

Par ailleurs l'organisme tiers a procédé au contrôle du dispositif prévu par l'exploitant pour le pompage des lixiviats.

En appliquant la formule du bilan hydrique annexé au DAE de l'ISDND, la production maximale de lixiviats du casier K2Hb serait de 209 m³ sur 24 h. Ainsi pour absorber cette production sans augmenter la charge hydraulique en fond de casier, la pompe doit avoir un débit minimum de 8,7 m³/h.

Compte tenu du dispositif de pompage prévu par l'exploitant (pompe de 28,5 m³/h), l'organisme conclut que le débit de la pompe est suffisant pour éviter une charge hydraulique supérieure à 30 cm en fond du casier.

L'ensemble du réseau de drains a fait l'objet d'une inspection caméra : aucune anomalie/non-conformité détectée ou observée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Indépendance hydraulique (casier DND)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Isolation hydraulique entre les casiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Elle est assurée par des diguettes intermédiaires entre chaque casier K2F à K2I, qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) réalisation avec des matériaux argileux compactés présentant une perméabilité $k \leq 1.10^{-9}$ m/s ; b) pente maximale : 1H/1V ; c) banquette de 2 m, soit une épaisseur de 4 m prise horizontalement à la côte du fond de forme du casier ; d) hauteur minimale d'1 m prise perpendiculairement par rapport au fond de forme du casier. <p>En aucun cas l'évolution de ces diguettes ne doit se traduire par des tassements différentiels mettant en péril la couverture finale du site.</p> <p>Constats : L'indépendance hydraulique du casier est assurée au moyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la diguette intermédiaire avec le casier K2Ha réalisée en 2021 ; • d'une diguette d'appui et une digue sur l'ancien casier K2B ISDND ; • de deux diguettes de séparation avec les futurs casiers K2Ia et K2Ib. <p>Chaque diguette présente les caractéristiques suivantes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - pente de 2H/1V ; - banquette de 2 m ; - hauteur de 2 mètres environ prise perpendiculairement par rapport au fond de forme ; - perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s . (réalisation de huit essais pour vérifier cette perméabilité sur une épaisseur d'un mètre. + 2 avant) <p>Pour les digues, les caractéristiques suivantes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - pente de 2H/1V intérieur, et 3/2 extérieur ; - hauteur fixée dans le dossier d'autorisation environnementale ; - perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s . (réalisation de dix-huit essais pour vérifier cette perméabilité sur une épaisseur d'un mètre.) <p>Les BSA (géomembranes) de chaque casier ont fait l'objet d'un raccordement sur les différentes diguettes et digues.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Captage à l'avancement du biogaz (casier DND)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 8.3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Captage à l'avancement du biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les casiers sont exploités en mode bioréacteur. À cet effet l'exploitant met en place les réseaux de captage de biogaz et de réinjection des lixiviats en fonction de l'avancement du remplissage de l'alvéole. Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci, adapté en fonction de l'exploitation du casier (captage à l'avancement).
Constats : Le jour de l'inspection, le réseau de captage de biogaz est mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2019, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie au droit de l'ISDND
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au droit des casiers en cours d'exploitation, l'exploitant met en place un réseau de surveillance composé de dispositifs de détection, reliés à une alarme dans le bâtiment administratif et à un appel 24 h/24 vers le responsable d'exploitation ou un cadre d'astreinte.
Constats : Le réseau de surveillance est mobile selon l'exploitation. Tout est opérationnel sur le casier K2Ha et sera déplacé pour l'ouverture du casier K2Hb (prévue début décembre).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet